

JUSTE.

POUR TOUS.

**REVENU
QUÉBEC**



COMPARUTION 2013-2014 DE REVENU QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DU
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

PARTICULIERS

revenuquebec.ca

Questions de 111 à 153



TABLE DES MATIÈRES

Question 111	Bilan des changements depuis la création de l'Agence	1
Question 112	Bilan du plan de lutte contre l'évasion fiscale	3
Question 113	Nombre de cadres.....	5
Question 114	Nombre d'ETC en 2012-2013	7
Question 115	Nombre d'employés affecté à la vérification, la perception fiscale et la récupération fiscale	9
Question 116	Prévisions d'embauche	11
Question 117	Nombre d'employés affecté à la perception de la TVQ et TPS.....	13
Question 118	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS	15
Question 119	Montant versé par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	17
Question 120	Contrebande de tabac.....	19
Question 121	Ventilation des amendes pour la lutte contre le travail au noir, le commerce illicite et les crimes économiques.....	21
Question 122	Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration	23
Question 123	Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration.....	25
Question 124	Nombre d'employés attirés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration	27
Question 125	Taux d'absentéisme	29
Question 126	Plan d'embauche pour contrer l'évasion fiscale	31
Question 127	Coût et durée de formation d'un nouveau professionnel au mandat de lutte contre l'évasion fiscale	33
Question 128	Nouveaux enquêteurs dans le mandat de lutte contre l'évasion fiscale.....	35
Question 129	Évolution du nombre de dossiers faisant l'objet d'une contestation	37
Question 130	Pourcentage des décisions maintenues	39
Question 131	Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse	41
Question 132	Vérificateurs fiscaux	43
Question 133	Bilan global du module d'enregistrement des ventes depuis son implantation.....	45
Question 134	Évolution du nombre d'inspecteurs.....	47
Question 135	Critères de performance des employés de Revenu Québec	49
Question 136	Politique salariale de 2012-2013.....	51
Question 137	Nombre de déclarations de revenu obtenues par Internet.....	53
Question 138	Montant investi pour le développement des services électroniques	55
Question 139	Pourcentage des déclarations des particuliers traités dans un délai de 14 jours	57
Question 140	Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels.....	59
Question 141	Taux de roulement du personnel	71
Question 142	Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôt.....	73
Question 143	Nombre et valeur des crédits d'impôt remboursable pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique	75
Question 144	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire	77
Question 145	Statistiques quant aux bénéficiaires de pension alimentaires	79

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

Question 146	Dossier de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet	81
Question 147	Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire	83
Question 148	Bilan de la refonte du système informatique du Registraire des entreprises	85
Question 149	Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA	87
Question 150	Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2011-2012 et 2012-2013	89
Question 151	Planifications fiscales abusives.....	91
Question 152	Comité ACCES construction.....	93
Question 153	Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé.....	95



QUESTION 111

Bilan des changements depuis la création de l'Agence du revenu en incluant les économies récurrentes et non récurrentes.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 112

Bilan du plan de lutte à l’évasion fiscale pour le travail au noir dans la construction, le commerce illicite du tabac et les crimes économiques et financiers depuis 2005.

RÉPONSE

Les résultats dans les différents secteurs sont illustrés dans le tableau suivant.

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 ¹	TOTAL
Construction ²	214,2	180,4	221,6	314,7	219,0	1 646,1
Tabac						
Récupération fiscale ³	18,3	17,2	8,0	8,6	2,7	147,5
Valeur des saisies	15,2	23,2	22,6	20,3	9,5	119,0
Amendes	7,1	10,3	11,2	30,8	16,9	91,1
Sous-total tabac	40,6	50,7	41,8	59,7	n/d ⁴	357,6
Crimes économiques et financiers (ACCEF) ²	36,9	5,0	2,1	12,2	0,4	80,9
TOTAL	291,7	236,1	265,5	386,6	248,5	2 084,6

¹ Résultats au 30 novembre 2012 : Construction, Tabac récupération fiscale, Crimes économiques et financiers;
Résultats au 31 août 2012 : Tabac valeur des saisies;
Résultats au 31 décembre 2012 : Tabac amendes.

² Présentée après déduction de la provision pour non-réalisation des revenus (PNRR) à partir de 2009-2010.

³ Présentée après déduction de la provision pour non-réalisation des revenus (PNRR) à partir de 2007-2008.

⁴ Le sous-total pour 2012-2013 ne peut être compilé puisque les données concernent différentes périodes.



QUESTION 113

Nombre de cadres au ministère et pourcentage par rapport au nombre total d’employés.

RÉPONSE

Le ratio cadres/total ETC est estimé à 1/17.

	Personnel (en ETC)	Cadres (en ETC)	Ratio Cadres/Total (en ETC)
2012-2013 (estimé)	11 209	645	1/17

Les données présentées dans le tableau précédent sont établies à partir de la projection des efforts réalisés présentée en équivalent temps complet (ETC).



QUESTION 114

Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévision pour 2013-2014.

RÉPONSE

La réponse à cette question se retrouve à la question 45 des renseignements généraux.



QUESTION 115

Nombre et pourcentage d'employés en 2012-2013 affecté à :

- La vérification;
- À la perception fiscale;
- À récupération fiscale.

RÉPONSE

Les effectifs de Revenu Québec incluent ceux pour le programme de gestion de la TPS.

2012-2013	PRÉVISION EFFORTS RÉALISÉS ¹ ETC	POURCENTAGE
Revenu Québec	11 209	100,00 %
Vérification	2 934	26,2 %
Perception fiscale	1 283	11,4 %
Récupération fiscale ¹	4 194	37,4 %

¹ Les efforts réalisés en récupération fiscale incluent les efforts réalisés en vérification ainsi qu'une proportion de la perception.



QUESTION 116

Prévisions d'embauches et les augmentations salariales ventilées par catégorie d'employé pour 2012-2013.

RÉPONSE

L'augmentation de la masse salariale est en fonction du corps d'emploi des employés embauchés, des échelles salariales associées ainsi que des hausses prévues aux conventions collectives. Ces informations sont publiques.



QUESTION 117

Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Les données du tableau suivant présentent les effectifs pour l'administration de la TPS et de la TVQ, incluant la perception, la gestion des litiges, la restructuration des systèmes TPS/TVH au sein de l'Agence du revenu du Canada ainsi que la mise en œuvre des nouvelles taxes de vente harmonisées de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

ANNÉES	ETC
2011-2012	3426,3
2012-2013 (estimé)	3 552,7

**QUESTION 118**

Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Pour 2011-2012, le montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS a été de 141,9 M\$.

Pour 2012-2013, le montant qui sera versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS est estimé à 141,5 M\$.



QUESTION 119

Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ en 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Pour 2011-2012, le montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ et autres taxes du Québec a été de 157,6 M\$.

Pour 2012-2013, le montant qui sera consacré par le gouvernement du Québec est estimé à 169,0 M\$.



QUESTION 120

Concernant la contrebande de tabac en 2011-2012 et en 2012-2013, indiquez :

- le nombre de personnes attitrées à la lutte contre la contrebande de tabac;
- le nombre de saisies de produits de contrebande ainsi que la valeur des saisies;
- le nombre d'inspections pour le contrôle de la contrebande;
- le nombre et le montant des amendes distribuées pour la lutte contre la contrebande.

Ventiler par régions administratives. Évolution des totaux de chacun des points depuis 2005.

RÉPONSE

Le nombre de personnes affectées à la lutte à la contrebande de tabac découle de la stratégie d'intervention. Cette information ne peut être rendue disponible compte tenu du caractère public des documents relatifs à la comparution de Revenu Québec.

LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC	2011-2012	2012-2013 (au 31 décembre 2012)
Saisies ¹	3 466	2 027
Mandats de perquisition	64	32
Nombre de contribuables ou de mandataires condamnés ^{2 3}	1 256	1 180
Amendes imposées ³	30,8 M\$	16,9 M\$
Nombre d'inspections ⁴	1 170	545

¹Équivalent en cartouche de 200 cigarettes.

²Un contribuable ou mandataire peut être condamné pour plus d'une infraction.

³Résultats provenant de l'inspection et des enquêtes.

⁴À ce nombre s'ajoute 1 250 tentatives d'achat auprès de détaillants.



QUESTION 121

Ventilation des amendes envoyées pour la lutte contre le travail au noir, la lutte contre le commerce illicite et la lutte contre les crimes économiques depuis 2005, par année. Pour chacune de ces catégories, ventilation par année des montants récupérés.

RÉPONSE

CATÉGORIE (en M\$)	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 (au 30 nov. 2012)
Amendes- Enquêtes	20,3	38,4	26,2	21,4	38,1	23,6
Amendes- Inspections	7,1	1,2	1,2	1,1	2,9	2,3
TOTAL AMENDES	27,4	39,6	27,4	22,5	41,0	25,9



QUESTION 122

Nombre d’inspections faites dans le milieu de la restauration pour la problématique de l’évasion fiscale en 2012-2013. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	NOMBRE D’INSPECTIONS RÉALISÉES ¹	
	PROJET RESTAURATION	INSPECTIONS DANS LE SECTEUR DE LA RESTAURATION
2008-2009	s.o.	168
2009-2010	39 ²	138
2010-2011	2 553 ³	78
2011-2012	9 514	99
2012-2013 ⁴	3 889	18

¹ La méthode de dénombrement des inspections réalisées a été modifiée au cours de 2012-2013 pour l’année en cours et les années antérieures afin de présenter l’intégralité des inspections réalisées : les inspections où des infractions ont été constatées, les inspections conformes et les inspections où d’autres résultats ont été obtenus (par exemple avertissements, établissements fermés et établissements non visés par les mesures fiscales).

² Inspections réalisées dans le cadre du pilote « Projet Restauration ».

³ Inspections réalisées depuis la mise en vigueur de la loi concernant la facturation obligatoire dans le secteur de la restauration soit du 1er septembre 2010 au 31 mars 2011.

⁴ Du 1er avril 2012 au 31 octobre 2012.



QUESTION 123

Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration pour la problématique de l’évasion fiscale en 2012-2013. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	TOTALES AMENDES
2008-2009	2,4 M\$
2009-2010	3,1 M\$
2010-2011	1,4 M\$
2011-2012	3,5 M\$
2012-2013 ¹	1,6 M\$

¹ Du 1^{er} avril au 31 décembre 2012.

**QUESTION 124**

Nombre d'employés au ministère du Revenu attitrés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2012-2013. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

Puisque le nombre de personnes affectées à la lutte contre l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration découle de la stratégie d'intervention, cette information ne peut être rendue disponible compte tenu du caractère public des documents relatifs à la comparution de Revenu Québec.



QUESTION 125

Taux d'absentéisme en 2012-2013 pour les employés du ministère du Revenu, avec ventilation en fonction des postes occupés et des motifs de l'absence. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

La réponse à cette question se retrouve à la question 15 (annexe 2) des demandes de renseignements généraux.



QUESTION 126

Prévisions d'ajouts d'employés professionnels en vue de remplir le mandat d'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale :

- Plan d'embauche;
- Prévision du nombre d'embauche par année, jusqu'en 2015-2016;
- Nombre de professionnels présentement affectés à l'évasion fiscale;
- Nombre d'embauche annuelle depuis 2006.

RÉPONSE

Afin de rencontrer les objectifs de récupération fiscale prévus dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire qui s'échelonne de 2010-2011 à 2013-2014, Revenu Québec devait procéder à l'embauche de 1 085 ressources additionnelles pour les quatre années de mise en œuvre du Plan. Les embauches ont débuté en 2009-2010 et se complèteront en 2013-2014.

En sus de ces objectifs, des cibles supplémentaires ont été annoncées dans le budget de novembre 2012 qui nécessitent l'embauche de 185 ressources supplémentaires.

Le tableau suivant présente le nombre d'embauches par année depuis la mise en place du Plan de retour à l'équilibre budgétaire :

ANNÉE	AJOUTS D'EFFECTIFS PRÉVUS
2010-2011	480
2011-2012	150
2012-2013	230
2013-2014	410 ¹

¹ 225 effectifs déjà annoncés dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire auxquels s'ajoutent 185 ressources liées aux mesures annoncées dans le budget de novembre 2012.

Les embauches pour 2013-2014 ont débutés en 2012. Le Plan de retour à l'équilibre budgétaire se terminant en 2013-2014, les prévisions jusqu'en 2015-2016 ne sont pas disponibles.

Actuellement, il y a plus de 1 500 professionnels qui contribuent aux activités de contrôle fiscal.

**QUESTION 127**

Le coût et la durée de la formation d'un nouveau professionnel affecté au mandat de lutte à l'évasion fiscale.

RÉPONSE

Une période de six mois d'apprentissage est requise pour permettre au nouveau professionnel affecté au mandat de lutte contre l'évasion fiscale d'être autonome dans son secteur d'activité. Durant cette période, le professionnel participe à plusieurs sessions de formation (plus de 30 jours) ainsi qu'à un entraînement à la tâche auprès d'un collègue expérimenté sur des dossiers en cours de vérification.

Cette formation est dispensée à l'interne de Revenu Québec.



QUESTION 128

Nombre de nouveaux enquêteurs engagés par le ministère ou tout organisme qui en relève en 2012-2013, et dont le mandat est la lutte à l'évasion fiscale.

RÉPONSE

Au cours de la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, Revenu Québec a procédé à l'embauche de 41 nouveaux enquêteurs dont plusieurs pour remplacer des départs.



QUESTION 129

Évolution depuis 2005 du nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une contestation ainsi que l'évolution des coûts relatifs à ces oppositions. Ventilation par année.

RÉPONSE

EXERCICES FINANCIERS	NOMBRE DE DOSSIERS	ETC
2012-2013	10 761 ¹	148 ²
2011-2012	12 906	144
2010-2011	12 544	141
2009-2010	12 429	137
2008-2009	12 000	133

¹ Données au 30 novembre 2012.

² Prévision au 31 mars 2013 selon les données en date du 30 novembre 2012.



QUESTION 130

Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations ainsi que le délai de traitement moyen.
Ventilation par année depuis 2005.

RÉPONSE

Une décision est considérée comme ayant pour effet de maintenir la cotisation contestée lorsqu’aucune modification n’y a été apportée. De plus, plusieurs décisions peuvent être rendues à l’égard d’un seul dossier d’opposition enregistré comme tel, lorsque ce dossier contient plusieurs périodes à l’égard de chacune desquelles une cotisation contestée a été émise.

EXERCICES FINANCIERS	POURCENTAGE DES DÉCISIONS MAINTENUES
2012-2013	57,3 % ¹
2011-2012	59,8 %
2010-2011	63,7 %
2009-2010	62,6 %
2008-2009	53,4 %

¹ Pourcentage établi en fonction des données au 30 novembre 2012.

Délai de traitement

EXERCICES FINANCIERS	DÉCISIONS EN 6 MOIS OU MOINS	DÉCISIONS EN 12 MOIS OU MOINS
2012-2013 ¹	83,3 %	93,1 %
2011-2012	75,2 %	90,0 %
2010-2011	72,2 %	90,5 %
2009-2010	78,6 %	92,2 %
2008-2009	75,4 %	91,2 %

¹ Pourcentage établi en fonction des données au 30 novembre 2012.



QUESTION 131

Total des sommes récupérées par l’utilisation de l’indice de richesse versus les coûts relatifs à cet utilisation.

RÉPONSE

Le projet « Indices de richesse » permet d’identifier et d’intervenir auprès des particuliers qui ne produisent pas de déclaration de revenus bien qu’ils possèdent des avoirs importants, ou auprès des particuliers dont les revenus déclarés semblent insuffisants pour justifier la valeur de leur patrimoine.

RÉSULTATS CUMULATIFS		
ANNÉE FINANCIÈRE	MONTANT	ETC
2008-2009	21,3 M\$	120,1
2009-2010	30,6 M\$	131,3
2010-2011	32,8 M\$	120,1
2011-2012	31,1 M\$	129,2
2012-2013*	19,5 M\$	85,5

* Données au 30 novembre 2012.



QUESTION 132

Concernant les vérificateurs fiscaux, pour 2012-2013:

- Nombre d'embauches;
- Nombre d'heures moyen de formation;
- Nombre de départs (ventilé par raison du départ);
- Nombre d'année d'expérience dans le domaine.

RÉPONSE

Jusqu'au 28 novembre 2012, 281 vérificateurs fiscaux¹ ont été embauchés.

Une période de six mois d'apprentissage est requise pour permettre à un nouveau vérificateur d'être autonome dans son secteur d'activité. Durant cette période, il participe à plusieurs sessions de formation (plus de 30 jours) ainsi qu'à un entraînement à la tâche auprès d'un collègue expérimenté. Cette formation est dispensée à l'interne de Revenu Québec.

Départs des vérificateurs fiscaux jusqu'au 28 novembre 2012²

	RETRAITE	DÉMISSION	DÉCÈS	MUTATION	CONGÉDIEMENT *	TOTAL
Vérificateurs fiscaux	32	12	5	13	3	65

* Inclut les congédiements administratifs et les congédiements disciplinaires.

Revenu Québec n'est pas en mesure d'indiquer le nombre d'années d'expérience dans le domaine pour les vérificateurs fiscaux. Cette information est présente au dossier physique du personnel.

¹ Agents de la gestion financière (103) et techniciens en vérification fiscale (206) travaillant dans des unités de vérification.

² Personnel régulier seulement.



QUESTION 133

Bilan global du projet « module d'enregistrement des ventes » depuis son implantation.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 134

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'Agence et de la masse salariale s'y rattachant depuis l'année financière 2007-2008.

RÉPONSE

EXERCICE	ETC	MASSE SALARIALE
2007-2008	27,25	1 624 990 \$
2008-2009	26,85	1 660 540 \$
2009-2010	32,50	2 033 104 \$
2010-2011	39,10	2 382 087 \$
2011-2012	44,15	2 666 879 \$
2012-2013*	42,90	2 647 087 \$

*Effectifs et masse salariale projetés au 31 mars 2013.

L'augmentation du nombre d'ETC depuis 2010-2011 s'explique principalement par la mise en place à l'automne 2010 d'une équipe d'inspecteurs pour la vérification des modules d'enregistrement des ventes.



QUESTION 135

Fournir les critères de performance ou objectifs de rendement chiffrés que les employés du ministère du Revenu doivent atteindre, par catégorie d'emploi, par ancienneté, et par région. Spécifier tout changement à ces critères ou objectifs avec la création de l'Agence du revenu.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.

**QUESTION 136**

Copie de la politique salariale de 2012-2013.

RÉPONSE

Les conventions collectives ainsi que les directives sur les conditions de travail à Revenu Québec pour les cadres, les CGRH, les professionnels, les fonctionnaires et les ouvriers sont les mêmes ententes négociées avant la création de l'Agence.

Cependant, Revenu Québec a adopté une nouvelle convention collective pour les juristes et de nouvelles conditions de travail pour les cadres juridiques. Ces ententes sont équivalentes à celles signées dans la fonction publique.



QUESTION 137

Nombre de déclaration de revenu obtenue par Internet ou pourcentage.

RÉPONSE

Entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012, Revenu Québec a reçu près de 2 400 000 déclarations de revenus des particuliers par voie électronique, soit 53 % du nombre total de déclarations reçues durant cette période.

	1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2009	1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011	1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	1 ^{er} avril au 30 novembre 2012
Électronique	2 942 759	3 098 016	3 240 097	3 594 396	2 392 263



QUESTION 138

Montant investi pour le développement des services électroniques en 2012-2013.

RÉPONSE

Revenu Québec privilégie l’utilisation des services en ligne dans son offre de services destinée aux citoyens et aux entreprises, en tenant compte de leurs besoins et en simplifiant leur démarche. En ce sens, des travaux et des efforts importants ont été consentis en 2012-2013 visant à accroître la gamme des produits et services offerts en ligne. Le tableau suivant présente les données de la planification annuelle 2012-2013.

SERVICES	2012-2013 (en \$)
Numérisation déclaration de revenus des sociétés CO-17	48 163
Exemption fiscale pour les Indiens en carburant (EFIC) – Phase 1	26 389
Exemption fiscale pour les Indiens en carburant (EFIC) – Phase 2	2 111 538
Révision des processus et du système des pensions alimentaires (RPSIPA) – Architecture	185 428
Révision des processus et du système des pensions alimentaires (RPSIPA) – Services électroniques – Phase 1	35 713
Optimisation de la réception électronique des relevés	261 988
Implantation de Biztalk – Phase 3	172 711
Rapatriement de l'infrastructure ImpôtNet à Revenu Québec	498 928
Mise en place d'un environnement préproduction	1 280 041
Console de gestion intégrée	185 061
Continuité des services par la virtualisation des serveurs – Phase 2	37 049
Modernisation des services d'authentification et de soutien à la PES (SAS-PES) – Phase 1	1 448 582
Modernisation des services d'authentification et de soutien à la PES (SAS-PES) – Phase 2	7 467 331
Modernisation des échanges avec les institutions financières	718 168
Modernisation de l'impression et de l'insertion massive	693 334
Harmonisation des taxes de vente (HTV)	1 378 853
Numérisation des documents de mission (GEDM) – Phase 2	300 450

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

SERVICES	2012-2013 (en \$)
Acquisition des données numériques des sociétés (ADONIS)	29 868
Crédit d'impôt pour solidarité	166 238
Discours sur le budget 2009	427 334
Dossier Partenaires – Volet transactionnel	801 952
Portail emploi (dotation et recrutement en ligne)	274 890
Gestion des procurations – Architecture et réalisation	2 279 937
Modernisation et intégration du registre des entreprises (MIRE)	1 003 954
Mon dossier citoyen à Revenu Québec	2 907 598
Offre de services aux représentants professionnels (OSRP)	3 733 021
Plan de croissance des paiements par voie électronique	626 972
Recommandations issues du Comité d'experts du droit corporatif (RICE)	953 795
TOTAL	30 055 286



QUESTION 139

Pourcentage des déclarations des particuliers traités dans un délai de 14 jours en 2012-2013.

RÉPONSE

EXERCICE	CIBLE	Pourcentage des TP-1 électroniques reçues et traitées par rapport au total
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	90 %	91 %



QUESTION 140

Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels.

RÉPONSE

La majorité des statistiques présente les résultats des indicateurs de la Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises pour l'exercice 2012-2013, ventilés par mois. Les données pour 2012-2013 sont présentées jusqu'au 30 novembre 2012.

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

INDICATEURS GÉNÉRAUX DE SERVICES AUX PARTICULIERS ET AUX ENTREPRISES

1- Accessibilité aux services électroniques

Le taux d'accessibilité aux services électroniques correspond à la proportion de temps de service réel (sans panne) par rapport au temps de service planifié. Ce dernier est égal à la différence entre le temps total pour une période donnée et le temps d'arrêt des systèmes dû à la maintenance. Le temps de maintenance varie habituellement entre 6 et 54 heures.

Taux d'accessibilité aux services électroniques

Mois	Total
Cible 98 %	
Avril	98 %
Mai	95 %
Juin	95 %
Juillet	99 %
Août	98 %
Septembre	97 %
Octobre	99 %
Novembre	98 %
Décembre	
Janvier	
Février	
Mars	
CUMULATIF	97 %

2- Courriels

Pourcentage des demandes d'information générale répondues dans les deux jours

Courriel et taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 85 %
Avril	3 336	80 %
Mai	1 476	95 %
Juin	1 023	94 %
Juillet	951	93 %
Août	903	96 %
Septembre	761	93 %
Octobre	1 001	94 %
Novembre	889	96 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	10 340	90 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3- Appels téléphoniques

Pourcentage des appels téléphoniques qui ont été pris dans un délai de deux minutes

Appels pris et taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	625 813	80 %
Mai	649 109	68 %
Juin	526 183	68 %
Juillet	424 850	88 %
Août	344 356	89 %
Septembre	269 720	91 %
Octobre	297 987	88 %
Novembre	284 053	92 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	3 422 071	80 %

4- Correspondance

Pourcentage de la correspondance à laquelle une suite a été donnée dans un délai de 35 jours

Correspondance et taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 75 %
Avril	58 217	87 %
Mai	82 808	89 %
Juin	73 442	89 %
Juillet	70 489	87 %
Août	70 446	86 %
Septembre	65 034	74 %
Octobre	63 469	75 %
Novembre	63 731	73 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	547 636	83 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

5- Opposition à une cotisation

Pourcentage des dossiers d’opposition ayant fait l’objet d’une décision dans les six mois de la réception de l’avis d’opposition

Dossiers traitables et taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 75 %
Avril	773	86 %
Mai	782	82 %
Juin	711	83 %
Juillet	785	83 %
Août	988	81 %
Septembre	1 102	83 %
Octobre	988	85 %
Novembre	1 269	83 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	7 398	83 %

6- Plaintes

Pourcentage des plaintes reçues qui ont fait l’objet d’une réponse dans un délai de 35 jours de la réception de la plainte

Plaintes reçues et taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 85 %
Avril	326	96 %
Mai	203	93 %
Juin	799	92 %
Juillet	776	94 %
Août	337	86 %
Septembre	301	91 %
Octobre	216	90 %
Novembre	230	83 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	3 188	91 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Indicateurs propres aux particuliers

7- Déclaration de revenus des particuliers (à partir de 2010-2011, seules les déclarations de revenus conformes sont considérées dans le calcul de ces deux indicateurs. Les données des années antérieures ont été rajustées en conséquence afin de les rendre comparables).

a) Pourcentage des avis de cotisation délibérés ou des remboursements transmis dans les 28 jours de la réception de la déclaration de revenus des particuliers produite sur support papier

Remboursements effectués ou avis de cotisation délivrés – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 85 %
Avril	658 170	100 %
Mai	787 874	98 %
Juin	258 459	79 %
Juillet	38 297	99 %
Août	14 559	100 %
Septembre	10 552	99 %
Octobre	9 647	100 %
Novembre	6 441	100 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	1 783 999	96 %

b) Pourcentage des avis de cotisation délivrés ou des remboursements transmis dans les 14 jours de la réception de la déclaration de revenus des particuliers produite par voie électronique

Remboursements effectués ou avis de cotisation délivrés – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 90 %
Avril	1 432 600	93 %
Mai	1 159 189	90 %
Juin	81 294	89 %
Juillet	27 855	85 %
Août	13 275	98 %
Septembre	7 884	98 %
Octobre	7 034	98 %
Novembre	3 595	94 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	2 732 726	91 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

8- Pension alimentaire

a) Délai moyen de traitement des nouveaux dossiers

Nouveaux dossiers traités – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 30 jours
Avril	946	22
Mai	987	19
Juin	836	20
Juillet	1 098	24
Août	1 267	23
Septembre	867	18
Octobre	951	15
Novembre	979	18
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	7 931	20

b) Pourcentage des dossiers pour lesquels la première intervention de recouvrement a été effectuée dans un délai de 20 jours du refus de payer, à Revenu Québec, la pension alimentaire et les arrérages dus

Nombre de dossiers – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 100 %
Avril	333	100 %
Mai	382	100 %
Juin	365	100 %
Juillet	409	100 %
Août	435	100 %
Septembre	384	100 %
Octobre	443	100 %
Novembre	388	100 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	3 139	100 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Indicateurs propres aux entreprises

9- Déclaration de revenus des sociétés

- a) Pourcentage des avis de cotisation délivrés dans un délai de 100 jours de la réception de la déclaration de revenus des sociétés

Nombre de dossiers – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 85 %
Avril	27 807	90 %
Mai	25 078	88 %
Juin	30 231	94 %
Juillet	42 573	97 %
Août	26 860	96 %
Septembre	20 828	95 %
Octobre	27 788	86 %
Novembre	27 659	92 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	228 824	93 %

10- Inscription en tant qu'entreprise

- a) Pourcentage des numéros d’inscription attribués sans délai lorsque la personne se présente au bureau de Revenu Québec

Nombre d’inscriptions – Taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 100 %
Avril	3 966	100 %
Mai	3 999	100 %
Juin	3 301	100 %
Juillet	3 157	100 %
Août	3 229	100 %
Septembre	2 941	100 %
Octobre	3 495	100 %
Novembre	3 350	100 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	27 438	100 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

b) Pourcentage des numéros d’inscription attribués sans délai lorsque la demande est faite par voie électronique

Pour les demandes d’inscription effectuées par voie électronique, les numéros d’inscription sont attribués sans délai (ou en direct) lorsque la demande de l’entreprise est conforme à toutes les exigences du service électronique (exigences opérationnelles de Revenu Québec et de l’Agence du revenu du Canada).

Nombre d’inscriptions – Taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 100 %
Avril	744	100 %
Mai	732	100 %
Juin	582	100 %
Juillet	581	100 %
Août	580	100 %
Septembre	575	100 %
Octobre	645	100 %
Novembre	587	100 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	5 026	100 %

c) Pourcentage des numéros d’inscription attribués dans un délai de 35 jours lorsque la demande est acheminée par courrier

Nombre d’inscriptions – Taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	654	88 %
Mai	607	87 %
Juin	696	90 %
Juillet	672	89 %
Août	641	90 %
Septembre	593	92 %
Octobre	529	90 %
Novembre	576	94 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	4 968	90 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

11- Remboursement de taxe à titre de mandataire

Pourcentage des demandes de remboursement de la taxe sur les intrants traitées dans un délai de 25 jours lorsqu'elles sont transmises par voie électronique et dans un délai de 30 jours lorsqu'elles sont transmises sur support papier.

a) Pourcentage des demandes de remboursement de la taxe sur les intrants – voie électronique

Nombre d'inscriptions – Taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	24 448	91 %
Mai	22 026	92 %
Juin	22 297	86 %
Juillet	26 656	91 %
Août	24 671	88 %
Septembre	20 182	88 %
Octobre	26 158	90 %
Novembre	26 399	89 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	192 837	90 %

b) Pourcentage des demandes de remboursement de la taxe sur les intrants – support papier

Demandes traitées – taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	24 841	90 %
Mai	43 367	94 %
Juin	26 932	79 %
Juillet	25 483	88 %
Août	40 664	86 %
Septembre	20 582	82 %
Octobre	24 694	89 %
Novembre	38 886	92 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	245 449	88 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

12- Pourcentage des demandes en ligne de constitution d'une société par actions avec désignation numérique ou nom réservé, accompagnées de l'avis de l'adresse du siège et de la liste des administrateurs, traitées dans un délai de deux jours

Demandes traitées – taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	681	65 %
Mai	710	82 %
Juin	620	80 %
Juillet	558	71 %
Août	498	82 %
Septembre	505	69 %
Octobre	576	80 %
Novembre	622	85 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	4 770	77 %

13- Pourcentage des demandes en ligne de constitution d'une société par actions accompagnées d'une déclaration initiale ou sans réservation de nom, traitées dans un délai de cinq jours

Demandes traitées – taux d'atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	1 872	90 %
Mai	2 122	93 %
Juin	1 695	97 %
Juillet	1 855	94 %
Août	1 648	97 %
Septembre	1 766	92 %
Octobre	2 157	98 %
Novembre	2 050	97 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	15 165	95 %

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

14- Pourcentage des demandes en ligne d’immatriculation d’entreprise traitées dans un délai de cinq jours

Demandes traitées – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	3 517	81 %
Mai	4 265	92 %
Juin	2 992	84 %
Juillet	3 621	72 %
Août	3 109	99 %
Septembre	3 358	82 %
Octobre	3 613	91 %
Novembre	3 069	92 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	27 544	86 %

15- Pourcentage des déclarations en ligne de mise à jour courante au registre des entreprises traitées dans un délai de deux jours

Demandes traitées – taux d’atteinte		
Mois	Total	Taux Cible 80 %
Avril	9 919	95 %
Mai	12 103	98 %
Juin	11 329	97 %
Juillet	10 454	97 %
Août	9 173	98 %
Septembre	10 361	98 %
Octobre	11 984	98 %
Novembre	12 667	97 %
Décembre		
Janvier		
Février		
Mars		
CUMULATIF	87 990	97 %



QUESTION 141

Taux de roulement du personnel.

RÉPONSE

TAUX DE ROULEMENT	2012-2013
	Au 28 novembre
Sans retraite	1,9 %
Avec retraite	4,2 %

**QUESTION 142**

Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôts.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances et de l'Économie du Québec (MFEQ).

Chaque année, le MFEQ, en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFEQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2011.pdf

**QUESTION 143**

Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursable octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.

RÉPONSE

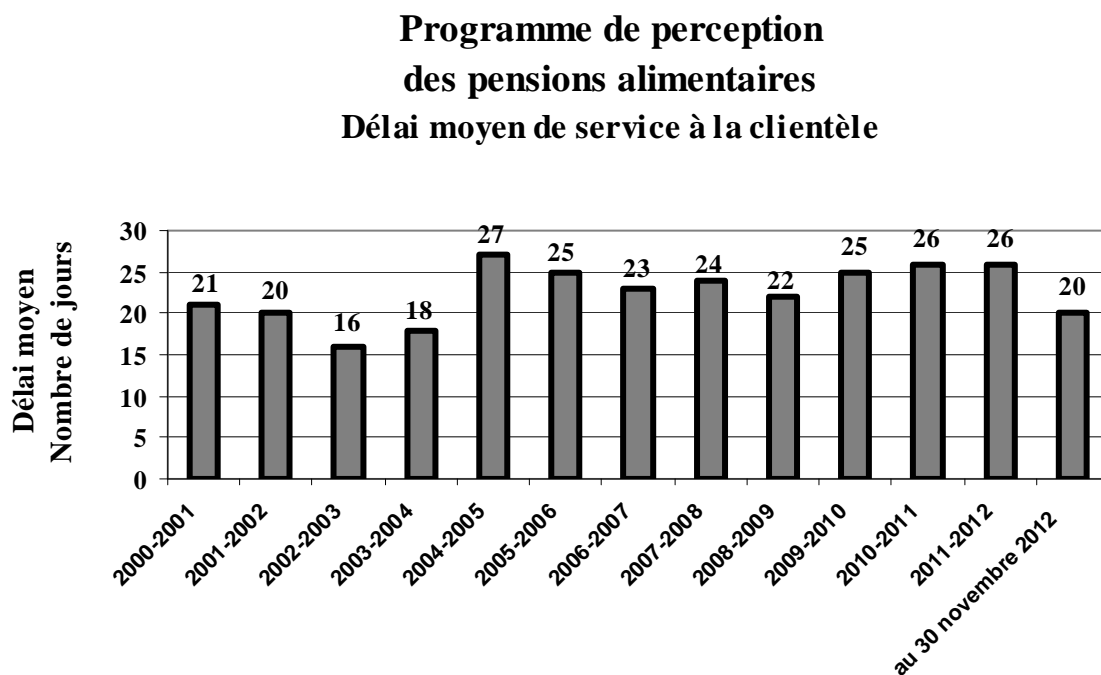
La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances et de l'Économie du Québec (MFEQ). Chaque année, le MFEQ, en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFEQ à l'adresse suivante : http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2011.pdf

QUESTION 144

Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pensions alimentaires.

RÉPONSE

Le Programme de perception des pensions alimentaires s'est doté d'un indicateur mesurant la prestation de services pour le délai de service à la clientèle. Le graphique ci-dessous présente ces résultats de 2000-2001 à 2012-2013 :



Objectif : 30 jours

Au 30 novembre 2012, le délai moyen de service à la clientèle est de 20 jours, respectant ainsi l'objectif de 30 jours.

**QUESTION 145**

Statistiques quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires.

RÉPONSE

La clientèle du Programme de perception des pensions alimentaires se divise en deux catégories, soit la clientèle directe et les autres intervenants.

Au 30 novembre 2012, la clientèle directe se compose de près de 133 339 débiteurs et de 133 978 créanciers. Le créancier reçoit en moyenne un montant mensuel de 452 \$ en pensions alimentaires.

Les autres intervenants dans le programme sont les employeurs, ainsi que les représentants de débiteurs et de créanciers. Dans les cas où la pension alimentaire est perçue au moyen de retenues à la source, l'employeur doit prélever, sur la paie de l'employé visé, le montant de la pension alimentaire et des arrérages, s'il y a lieu, pour ensuite en faire remise à Revenu Québec. La pension alimentaire est perçue par retenues à la source dans près de 55 % des cas. Pour ce faire, au 30 novembre 2012, près de 18 638 employeurs participent à la perception des pensions alimentaires. La collaboration des employeurs est primordiale pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Au 30 novembre 2012, le montant versé aux créanciers alimentaires en 2012-2013 a été de 325,9 M\$. De plus, 12,4 M\$ ont été versés au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) pour les dossiers pour lesquels ce dernier s'est subrogé¹ aux droits du créancier. D'autre part, un montant de 345,1 M\$² a été encaissé.

¹ Substitution d'une personne à une autre dans une relation juridique. Elle peut être consentie par un créancier ou un débiteur.

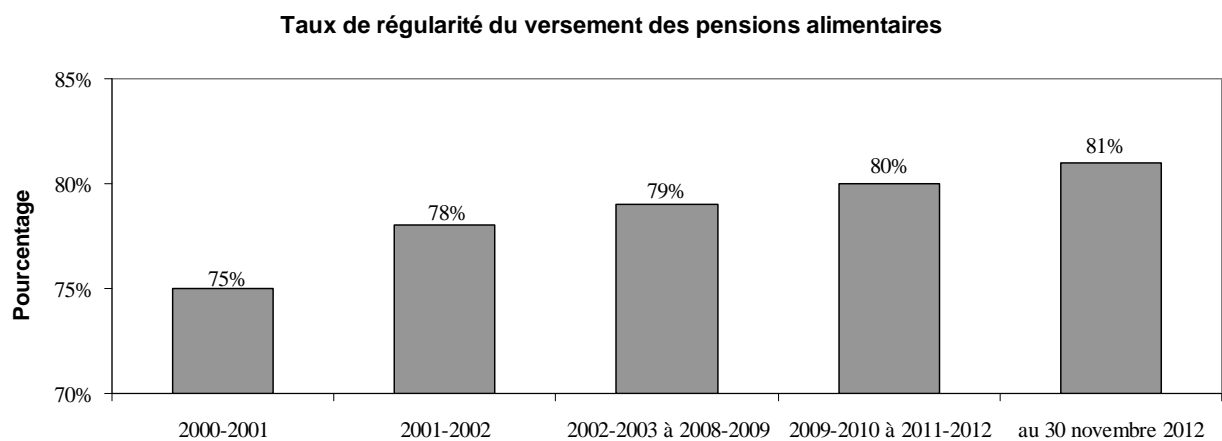
² Ce montant inclut les encaissements des débiteurs relativement à la sûreté et les frais ainsi que les encaissements des créanciers au 30 novembre 2012.

QUESTION 146

Dossier de pensions alimentaires pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.

RÉPONSE

Un des objectifs fondamentaux du Programme de perception des pensions alimentaires est d'assurer la régularité des paiements. Au 30 novembre 2012, 81 % des créanciers ont reçu leur pension courante à temps et en entier. Ce résultat dépasse l'objectif fixé à 76 %. Voici les résultats pour les années 2000-2001 à 2012-2013 :



Objectif : 76 %



QUESTION 147

Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires.

RÉPONSE

EXERCICES FINANCIERS	TOTAL ETC
1996-1997	387
1997-1998	482
1998-1999	680
1999-2000	676
2000-2001	709
2001-2002	776
2002-2003	790
2003-2004	787
2004-2005	688
2005-2006	644
2006-2007	613
2007-2008	597
2008-2009	583
2009-2010	587
2010-2011	578
2011-2012	589
2012-2013*	588

*Données préliminaires pour 2012-2013.

**QUESTION 148**

Bilan de la refonte du système informatique du Registraire des entreprises, en incluant les coûts, le nombre de plainte et les délais de traitements.

RÉPONSE

- Le coût total de la refonte du système informatique du Registraire des entreprises (projet MIRE) est de 22,3 M \$.
- La première phase du système a été livrée en février 2011 et la seconde en novembre 2012, respectant l'échéancier et le budget alloué.
- Les statistiques des huit derniers mois indiquent que 90 % des demandes d'inscription transmises en ligne ont été traitées en 5 jours ou moins. Les récents engagements concernant le Registraire des entreprises contenus dans la version 2012-2013 de la Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises ont d'ailleurs été bonifiés grâce, notamment, à la performance du système en matière de traitement des demandes de constitution. Ainsi, en ce qui concerne le traitement des demandes en ligne de constitution d'une société par actions avec désignation numérique ou nom réservé, accompagnées de l'avis de l'adresse du siège et de la liste des administrateurs, l'engagement de service est désormais de 2 jours.
- Du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012, 16 plaintes concernant les services en ligne du Registraire des entreprises ont été reçues à la Direction du traitement des plaintes (DTP) de Revenu Québec et enregistrées au système de gestion des activités des plaintes et des problèmes (GAPP), sur un total de 86 plaintes.



QUESTION 149

Délai moyen pour les déclarations d’immatriculation et pour les constitutions LSA.

RÉPONSE

Les délais moyens de traitement du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT (en jours)
Constitutions LSA	2,24
Déclarations d’immatriculation	3,10



QUESTION 150

Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Pour la période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, 4 962 plaintes¹ ont été reçues à la Direction du traitement des plaintes et enregistrées au système de gestion des activités des plaintes et des problèmes.

Plaintes ²	Avril 2011	Mai 2011	Juin 2011	Juil. 2011	Août 2011	Sept. 2011	Oct. 2011	Nov. 2011	Déc. 2011	Jan. 2012	Fév. 2012	Mars 2012	Total
Délai et lenteur administrative	126	219	259	269	259	123	186	146	81	118	173	100	2 059
Façons de faire - procédures	84	83	88	78	93	68	90	64	50	128	117	70	1 013
Litige ¹	37	46	46	67	43	48	53	71	51	55	60	55	632
Accès aux services & information	56	118	86	67	40	30	30	38	20	46	31	55	617
Attitude et comportement du personnel	17	21	15	22	26	18	22	22	12	15	26	23	239
Équité ²	4	50	18	10	9	5	11	24	16	6	23	18	194
Autres ³	9	20	18	21	11	12	6	23	20	17	27	24	208
Total	333	557	530	534	481	304	398	388	250	385	457	345	4962

¹ Plaintes relatives aux décisions rendues, aux procédures de saisies, aux remboursements de cotisation, aux accaparements et compensations, etc.

² Plaintes relatives aux demandes d'annulation d'intérêts et de pénalités.

³ Plaintes relatives aux dépôts directs, aux demandes de correction ou autres sujets.

¹ À la suite d'une vérification des données statistiques, un ajustement mineur a été apporté au nombre de plaintes reçues au cours de l'exercice 2011-2012 par rapport à celui présenté au rapport annuel de gestion de Revenu Québec.

² Une plainte est l'expression, verbale ou écrite, d'une insatisfaction par un citoyen ou son représentant auprès d'une personne en autorité à l'égard de son dossier ou de la qualité du service rendu à son égard (accessibilité, qualité de l'accueil, qualité de l'information et des documents disponibles, comportement du personnel, etc.)

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Pour la période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012, 3 112 plaintes ont été reçues à la Direction du traitement des plaintes et enregistrées au système de gestion des activités des plaintes et des problèmes.

PLAINTES	Avril 2012	Mai 2012	Juin 2012	Juil. 2012	Août 2012	Sept. 2012	Oct. 2012	Nov. 2012	Total
Délai et lenteur administrative	107	177	247	355	123	86	105	80	1 280
Façons de faire - procédures	79	81	83	99	78	69	95	139	723
Litige ¹	40	105	57	48	55	38	26	40	409
Accès aux services & information	48	78	37	43	24	26	28	35	319
Attitude et comportement du personnel	19	26	17	18	14	17	14	19	144
Équité ²	26	20	20	15	12	10	5	17	125
Autres ³	13	23	15	34	12	6	5	4	112
TOTAL	332	510	476	612	318	252	278	334	3112

¹ Plaintes relatives aux décisions rendues, aux procédures de saisies, aux remboursements de cotisation, aux accaparements et compensations, etc.

² Plaintes relatives aux demandes d'annulation d'intérêts et de pénalités.

³ Plaintes relatives aux dépôts directs, aux demandes de correction ou autres sujets.

**QUESTION 151**

Concernant la lutte contre la planification fiscale abusive, effectifs de la direction, budget, nombre de dossiers traités et montant récupéré.

RÉPONSE

- Pour 2012-2013, Revenu Québec investit 25 ETC dans la lutte contre les planifications fiscales abusives (PFA) pour un budget annuel total d'environ 2,2 M\$.
- Au 30 novembre 2012, pour l'année financière 2012-2013, les montants récupérés sont de 75,8 M\$.
- Les montants récupérés résultent de l'émission de 345 avis de cotisations auprès de 156 contribuables.

QUESTION 152

Concernant le comité ACCES construction, effectifs, budget, et nombre d'interventions.

RÉPONSE

Les pertes fiscales attribuables au secteur de la construction sont très importantes. Face à cette problématique, en 2011-2012, Revenu Québec a investi plus de 350 ETC dans ce secteur d'activité. ACCES construction constitue un moyen pour promouvoir l'engagement et la participation de tous les organismes et d'établir les orientations et priorités d'action pour lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale.

Revenu Québec effectue des interventions régulières dans le secteur de la construction dans les domaines suivants :

- détection des entreprises non inscrites;
- détection des entreprises qui ne produisent pas leurs déclarations;
- sensibilisation des nouveaux inscrits afin de s'assurer qu'ils réalisent des activités commerciales;
- vérification des entreprises et des individus en fonction de différents critères de sélection;
- vérification auprès des individus ayant des revenus insuffisants pour justifier leur avoir personnel.

En 2012-2013, Revenu Québec a également réalisé, du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, les interventions suivantes :

- Près de 150 visites conjointes sur certains chantiers de construction avec trois partenaires et plus (CCQ, CSST, RBQ, ARC);
- Plus de 1300 interventions (144 jours) conjointes avec la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) dans le secteur de la rénovation résidentielle;
- 650 interventions, du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, ont été réalisées suite au projet de présence soutenue sur les 50 grands chantiers de construction. (Ce projet exclut les visites conjointes avec trois partenaires et plus de même que celles effectuées avec la CCQ);
- Émission de 31 029 attestations de Revenu Québec pour les contrats publics d'approvisionnement, de services et de travaux de construction, facilitant ainsi le recouvrement de 46 M\$ de créances;

COMPARUTION DE REVENU QUÉBEC 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- Plus de 60 interventions sur les chantiers de construction (autre ceux déjà inclus dans les projets mentionnés précédemment) avec comme seul partenaire la Commission de la construction du Québec (CCQ).

**QUESTION 153**

Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances et de l'Économie du Québec (MFEQ).

Chaque année, le MFEQ, en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFEQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2011.pdf